

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1071^e
SÉANCE**

Lundi 21 novembre 1966,
à 15 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Organisation des travaux de la Commission. . .	307

Point 52 de l'ordre du jour:

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (suite). 307

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

Organisation des travaux de la Commission

1. Après une brève discussion de procédure, le **PRESIDENT** suggère que la Commission termine la discussion sur le point 52, puis examine ensemble les points 38, 40 et 42, et remette à plus tard l'examen du point 44. Quel que soit l'état d'avancement de la discussion des autres points, la Commission pourrait commencer l'examen du point 37 le 28 novembre.

Il en est ainsi décidé.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (suite) [A/6428, A/C.2/L.877/Rev.2, A/C.2/L.895]

2. Mme SOLOMON (Trinité et Tobago), présentant le projet de résolution révisé (A/C.2/L.877/Rev.2), souligne les différences qu'il présente avec la version précédente. Un nouveau considérant a été ajouté à la fin du préambule pour rappeler les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement et, au paragraphe 1 du dispositif, les auteurs recommandent maintenant que le comité *ad hoc* d'experts soit composé de cinq Etats Membres au lieu de neuf. Au paragraphe 5 du dispositif, la documentation demandée au Secrétaire général est plus simple et un nouveau paragraphe 6 a été ajouté pour autoriser le comité *ad hoc* à prendre toutes les autres mesures qui lui paraîtront nécessaires pour mener sa tâche à bien.

3. Ces modifications précisent les objectifs des auteurs, qui sont logiques et parfaitement conformes aux instruments constitutifs de l'Organisation. Jusqu'ici, les adversaires du projet de résolution se sont surtout bornés à soulever des questions de détail concernant la procédure et ont été incapables de réfuter les arguments des auteurs. Personne ne nie que les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement sont si diverses et si complexes que leurs résultats se trouvent compromis. Les bénéficiaires de l'aide sont incapables de comprendre la complexité du système et les pays donateurs, en raison même de cette complexité, tendent à diminuer les ressources qu'ils affectent à l'assistance. Personne n'a nié ces faits essentiels ni que la Commission se trouve devant un problème très réel. Quant à l'aspect constitutionnel, l'Article 58 de la Charte des Nations Unies dispose clairement que "l'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées". En d'autres termes, les organismes des Nations Unies doivent prendre des mesures pour coordonner toutes leurs diverses activités de développement. Il n'y a pas de conflit avec le Conseil économique et social qui, aux termes de l'Article 63, paragraphe 2, de la Charte, "peut coordonner l'activité des institutions spécialisées". La véritable question est que l'Assemblée générale doit s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe en dernier ressort d'examiner les travaux de tous les organismes des Nations Unies.

4. La méthode proposée par les auteurs ferait bénéficier l'étude demandée au paragraphe 1 du dispositif de toute l'autorité de l'Organisation. Le rôle central dans l'étude en question reviendrait au Conseil, assisté par son comité du programme et de la coordination. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui sont des organes de l'Assemblée générale, ne seraient pas comprises dans l'étude. L'étude serait effectuée d'urgence sans bouleverser les travaux des organes existants. Les amendements du Canada (A/C.2/L.895) méconnaissent entièrement l'objet du projet de résolution, qui n'est pas de contester le rôle qui revient au Conseil en matière de coordination.

5. Ainsi, le projet de résolution proposé est raisonnable, nécessaire et entièrement conforme à la Charte. Les auteurs reconnaissent qu'il s'agit d'un problème urgent et ne se contentent pas de le renvoyer d'un organe à un autre; ils recherchent une action commune pour améliorer l'utilisation des ressources de l'ensemble des organismes des Nations Unies.

6. M. VARELA (Panama) appuie la représentante de la Trinité et Tobago et s'oppose aux amendements du Canada parce qu'ils sont contraires aux objectifs du projet de résolution et aux vœux de la majorité des membres de la Commission. Le Comité du programme et de la coordination doit s'acquitter de ses propres travaux, qui sont considérables, et ne se réunira que pendant 15 jours au total en 1967. Il sera par conséquent totalement incapable de procéder à l'étude générale recommandée dans le projet de résolution. Le problème est urgent et l'Assemblée générale a demandé elle-même [résolution 2150 (XXI)] que les recommandations formulées dans son rapport (A/6343) par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées "soient appliquées aussitôt que possible". Il n'est pas question de réduire l'autorité du Conseil puisque, aux termes du paragraphe 7 du dispositif, le comité ad hoc envisagé présentera son rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa quarante-troisième session.

7. En réponse à une question de M. ONKELINX (Belgique), M. HILL (Secrétariat) dit que le Secréariat indiquera le lendemain les incidences financières du projet de résolution, une fois qu'il aura pu préciser certains points avec les auteurs.

8. M. Donald MACDONALD (Canada) rappelle que le représentant du Ghana avait suggéré que la Deuxième Commission procède à un examen et une réévaluation de son propre programme de travail (1067ème séance). La délégation canadienne appuie chaleureusement cette proposition et partage l'opinion que la Commission devrait confier plus de questions au Conseil et réduire ainsi son ordre du jour déjà chargé. Beaucoup de questions inscrites à l'ordre du jour pourraient être examinées ensemble sous le titre "Rapport du Conseil économique et social". On pourrait aussi examiner plus avant la possibilité d'éliminer la discussion générale ou au moins de la limiter à certains sujets. M. Macdonald espère que la Commission pourra discuter cette question avant la fin de la session et lui faire la place qui convient dans son rapport.

9. Le PRESIDENT dit qu'il se propose de distribuer un mémoire sur la question avant la fin de la session et qu'il sera heureux des suggestions que pourront faire les membres de la Commission.

10. M. POLIT (Equateur) propose que la Commission passe au vote sur le projet de résolution.

11. M. PISANI MASSAMORMILE (Italie), notant que les auteurs du projet de résolution ont proposé un comité ad hoc de 21 membres, demande ce qui se serait passé si le Conseil économique et social avait décidé que son comité du programme et de la coordination se composerait de 21 membres au lieu de 16.

12. M. CHAMMAS (Liban) pense également que la Commission devrait passer au vote. En raison des difficultés inhérentes à la question des experts gouvernementaux sa délégation désire proposer certains amendements. Au paragraphe 1 du dispositif les mots "un comité ad hoc d'experts" seraient remplacés par les mots "un comité ad hoc". Au paragraphe 3 du dispositif les mots "comme leurs représentants" devraient être insérés après le mot "désigner" et

le mot "experts" devrait remplacer le mot "personnes". Enfin, les termes du projet de résolution ne devraient être en conflit avec ceux du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1187 (XLI) du Conseil, où les Etats Membres désireux de participer aux travaux du Comité du programme et la coordination sont instamment invités à en informer le Secrétaire général le plus rapidement possible et au plus tard le 15 décembre 1966.

13. M. SADI (Jordanie) pense que l'on pourrait répondre au premier point soulevé par le représentant du Liban en disant quelque chose comme "un comité ad hoc composé de cinq experts des Etats Membres" au paragraphe 1 du dispositif.

14. M. NATORF (Pologne) dit que sa délégation ne peut pas appuyer le projet de résolution sous sa nouvelle forme. Toutefois, pour préciser l'idée contenue dans la dernière partie de l'alinéa c du paragraphe 5 du dispositif sa délégation propose que les mots "critères sur lesquels repose la fourniture de cette assistance" soient remplacés par une formule telle que "critères appliqués pour les niveaux des contributions de contrepartie demandées aux pays bénéficiaires pour l'exécution des projets".

15. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unis de Tanzanie) est d'accord avec le représentant du Liban sur les observations relatives au paragraphe 1 du dispositif. Les cinq personnes à nommer au comité ad hoc devraient être désignées par leurs gouvernements aux fins d'examiner les activités des organisations au nom de ces gouvernements. Il n'y a pas à se demander ce qu'auraient fait les auteurs du projet de résolution si le Conseil avait décidé que son comité du programme et de la coordination comprendrait 21 membres; dès le début les auteurs se sont préoccupés d'assurer que le comité ad hoc proposé soit aussi représentatif que possible de l'ensemble des membres de l'Assemblée générale.

16. M. FERNANDINI (Pérou) appelle l'attention sur le fait que le projet de résolution ne contient pas de référence à la durée du mandat des membres du comité envisagé. Il propose que le paragraphe 1 du dispositif soit modifié pour indiquer qu'ils seront nommés pour une période de trois ans.

17. M. WILMOT (Ghana) se déclare surpris que des amendements aussi radicaux que ceux qui sont proposés par la délégation du Canada aient été présentés si tardivement dans la discussion. L'objet de ces amendements ne semble pas conforme à la position que la délégation canadienne avait prise lorsque les propositions initiales ont été présentées à la Commission; cette délégation avait reconnu alors la nécessité d'un tel examen général et avait suggéré qu'il soit entrepris par le Comité du programme et de la coordination assisté de trois experts gouvernementaux. L'effet des amendements proposés est d'annuler tout ce que les auteurs ont fait pour assurer que le projet de résolution reconnaisse à la fois le rôle utile du Conseil économique et social et la responsabilité incombant à l'Assemblée générale de donner au Conseil des instructions sur les questions pour lesquelles l'Assemblée exerce, au termes de la Charte, l'autorité suprême. En outre, il n'y a pas de réel conflit de compétence puisque l'objet du projet

de résolution est de demander à l'Assemblée générale d'inviter ceux de ses membres qui sont également membres du Conseil à effectuer l'étude en question. La délégation ghanéenne estime que la question a été suffisamment débattue et elle appuie la proposition du représentant de l'Equateur pour que la Commission passe au vote.

18. M. DELGADO (Sénégal) fait observer que le projet de résolution révisé a été distribué en anglais seulement ce qui met en difficulté les délégations utilisant une autre langue de travail. En conséquence, il propose que, conformément à l'article 121 du règle-

ment intérieur de l'Assemblée générale, la suite de la discussion soit remise au lendemain.

19. M. N'GUESSAN (Côte d'Ivoire), M. GEORGE (France), M. FERNANDINI (Pérou) et M. ABEMANGO (République centrafricaine) appuient cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

20. M. BRADLEY (Argentine) propose d'ajourner la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 30.

